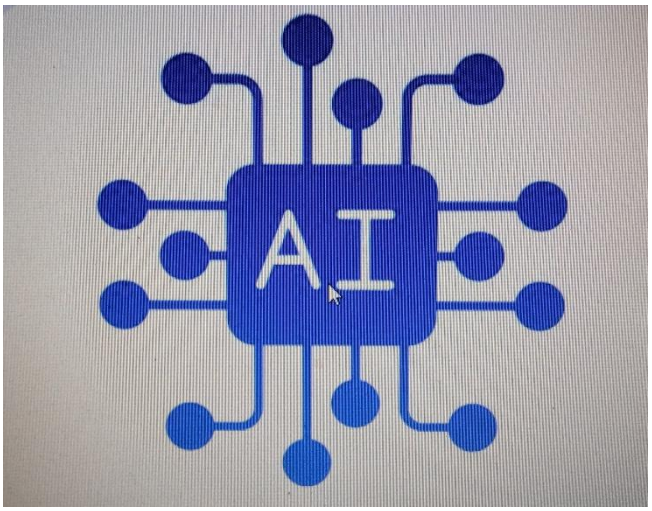
Intelligence artificielle : quels défis, quelles urgences ?



L'intelligence artificielle (IA) occupe aujourd'hui une place de plus en plus importante dans nos sociétés. Son développement soulève de nombreuses questions économiques, politiques, sociales et intellectuelles. Les trois tribunes dont nous allons parler aujourd'hui, publiées dans *Le Monde* en septembre et octobre 2026, abordent ces enjeux sous des angles différents. Elles s'intéressent respectivement à la compétition internationale autour des données, à l'autonomie de l'Europe face aux technologies étrangères et aux conséquences de l'IA sur le travail intellectuel.

1. « La bataille de l'IA est d'abord une bataille des données »

L'auteur de cette tribune est Jean-Dominique Séval, le cofondateur du cabinet Topos et spécialiste de l'économie numérique. Cette tribune a été publiée dans *Le Monde* le 25 septembre 2026. Dans cette tribune, Jean-Dominique Séval explique que la puissance des pays dans le domaine de l'intelligence artificielle dépend de leur capacité à collecter, organiser et exploiter les données. Il compare trois modèles économiques. Aux États-Unis, les grandes entreprises privées comme Microsoft, Google ou OpenAI dominent le secteur de l'IA grâce à leur immense quantité de données et à leurs infrastructures technologiques. En Chine, l'État joue un rôle beaucoup plus important : il organise un véritable marché de la donnée, avec des bourses spécialisées et des règles permettant de donner une valeur économique aux informations. Enfin, l'Europe possède aussi de nombreuses données et dispose d'une réglementation importante pour les protéger, notamment avec le RGPD (règlement général sur la protection des données). Cependant, elle peine à les partager et à les exploiter efficacement. L'auteur estime donc que le retard de l'Europe ne vient pas d'un manque de ressources, mais plutôt d'un problème d'organisation. Il propose par exemple de créer un marché européen de la donnée, de faciliter son partage entre les entreprises et de permettre aux petites entreprises et aux laboratoires d'y accéder.

2. « Avec l'IA, la question de l'autonomie cognitive de l'Europe devient particulièrement urgente »

Les auteurs de cette tribune sont Aymeric Bourdin, président du cercle de réflexion Atelier Europe et directeur de mission au Club informatique des grandes entreprises français, Michaël Malherbe, consultant, secrétaire général de l'Atelier Europe et fondateur du blog

Lacomeuropéenne et Joséphine Staron, docteure en philosophie politique, enseignante et chargée de recherche à l'ESSEC. Cette tribune a été publiée dans *Le Monde* le 1er octobre 2026. Les trois auteurs s'interrogent sur la dépendance technologique de l'Europe et sur les conséquences qu'elle pourrait avoir sur sa liberté de prendre des décisions. Ils expliquent que l'Europe dépend de plus en plus de technologies étrangères, notamment des systèmes d'IA, des plateformes numériques et des services de stockage de données (cloud). Cette dépendance ne concerne pas uniquement l'économie ou l'industrie : elle touche également la manière dont les citoyens s'informent, réfléchissent et construisent leurs opinions. Pour répondre à ce problème, ils introduisent la notion d'« autonomie cognitive ». Elle désigne la capacité d'une société à conserver son propre jugement et à produire ses connaissances sans dépendre entièrement de technologies extérieures. Ils précisent que l'Europe ne doit pas chercher à devenir totalement indépendante. Elle doit plutôt développer des partenariats avec d'autres démocraties, comme le Canada, le Royaume-Uni ou le Japon, afin de partager certaines technologies et connaissances tout en conservant sa liberté de décision. Les auteurs s'appuient notamment sur l'exemple de Robert Schuman et de la construction européenne : comme la mise en commun du charbon et de l'acier avait permis de renforcer la paix entre les pays européens, la coopération technologique pourrait aujourd'hui permettre de préserver leur autonomie...

3. « Après l'artisan, c'est au tour du travailleur intellectuel d'être confronté à la perte de maîtrise de ses moyens cognitifs de production »

L'auteur de cette tribune est Renaud Soler, historien et maître de conférences en islamologie à l'université de Strasbourg. Cette tribune a été publiée dans *Le Monde* le 1er octobre 2026. Dans cette troisième tribune, Renaud Soler adopte un point de vue davantage historique et social. Il compare le développement de l'intelligence artificielle à la révolution industrielle du XIXe siècle. Il explique qu'à cette époque, l'apparition des usines et des machines a progressivement remplacé le travail artisanal. Les ouvriers se sont retrouvés spécialisés dans des tâches répétitives et ont perdu une partie de leur savoir-faire et de leur autonomie. Selon lui, un phénomène similaire pourrait aujourd'hui toucher les professions intellectuelles. En effet, les intelligences artificielles capables de produire des textes, des analyses ou des projets pourraient progressivement remplacer certaines tâches réalisées par les chercheurs, les écrivains ou les artistes. Même si ces outils permettent de gagner du temps et d'améliorer la productivité, ils risquent également de rendre les travailleurs intellectuels dépendants de machines qu'ils ne maîtrisent pas. L'auteur craint également que les grandes entreprises technologiques s'approprient une partie de la valeur produite par la pensée humaine. Il imagine ainsi une séparation entre une production intellectuelle de masse, réalisée grâce à l'IA, et une production artisanale de qualité, qui deviendrait réservée à une minorité.
Pour défendre son point de vue, il fait référence à Karl Marx et à William Morris, qui dénonçaient déjà les conséquences de l'industrialisation sur les travailleurs et sur la qualité de la production.

Ces trois tribunes montrent que l'intelligence artificielle ne représente pas seulement une évolution technologique. Elle constitue également un enjeu majeur de puissance économique, de souveraineté politique et de liberté intellectuelle. Le premier montre l'importance stratégique des données, le deuxième insiste sur la nécessité pour l'Europe de conserver son autonomie et le troisième alerte sur les risques que l'IA fait peser sur la capacité humaine à réfléchir et à créer.

Naël HAUMONT (Terminale 2), le 17 novembre 2026